

Certains renseignements très précis que j'ai pu recueillir, me déterminent à signaler à Votre Excellence, comme assez préoccupante, la recrudescence des passages clandestins en Espagne par la frontière pyrénéenne.

Alors qu'il y a deux mois, la situation semblait s'être considérablement améliorée, sans doute à la suite des mesures préventives énergiques prises du côté français, et qu'on pouvait évaluer à un maximum de 500 environ le nombre de nos compatriotes internés à Miranda de Ebro, ou retenus momentanément dans les prisons de la région catalane, un exode massif s'est brusquement développé et menace, à l'évidence, de s'accroître encore. Le camp de Miranda ne contient pas moins, à l'heure présente, de 3 000 Français, déclarés tels ou se faisant passer pour Canadiens, et il s'en trouve 1 000 ou 1 500 dans les prisons qui attendent le moment où l'on pourra les transférer eux-mêmes à Miranda.

On se voit ainsi revenu aux pires moments de décembre 1942, avec cette différence qu'au lieu de s'agir, comme alors, de gens qui, en majorité, cherchaient à réintégrer leur domicile en Afrique, on est aujourd'hui en présence, à peu près uniformément, de jeunes gens qui cherchent à échapper à la mobilisation du travail et parmi lesquels, à côté d'un petit nombre que guide, sans aucun doute, l'intention de se faire enrôler dans l'armée Giraud, se glissent, par bandes entières les pires éléments communistes, contrebandiers, condamnés de droit commun, apatrides, etc. dont la volonté affichée est de demeurer en Espagne et d'y vivre aux dépens de la Croix-Rouge, laquelle est débordée et s'en montre fort inquiète.

Il semble que ces voyageurs indésirables viennent surtout des régions françaises près de la frontière qu'ils passent plus spécialement aux trois endroits suivants Le Perthus, Saint-Jean-Pied-de-Port et Irun. Au camp de Miranda, les deux fléaux qui sévissent de pair sont la vermine et le vol, et, sur ce dernier point, nos compatriotes donnent un spectacle dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est affligeant. Il serait souhaitable, à tous égards, que de nouvelles mesures fussent prises tout le long de la frontière espagnole pour enrayer cet afflux de fugitifs à la plupart desquels on rendrait un véritable service, en même temps qu'on éviterait à notre pays une perte de prestige dont il ne faut pas se dissimuler la gravité. »

Que Monsieur l'ambassadeur n'est-il allé à une corrida, lui, aficionado distingué, ou n'a-t-il meublé son temps en écrivant des poèmes puisqu'il était aussi poète... plutôt que de rédiger et d'expédier une pareille lettre à Vichy !

LA LIGNE DE DÉMARCATIION ENTRE LA ZONE LIBRE ET LA ZONE OCCUPÉE
DANS LE DÉPARTEMENT DES BASSES-PYRÉNÉES

Les postes de surveillance français sont à :

Mesplède-Maslacq, Magret, Salles, Mongiscard, l'Hôpital d'Orion, Sainte-Gladie, Guinarthe, Aïcirits-Abérats-Sillègue, Lohitzun, Cibits, Gamarthe, Ibarolle, Aincille (*doc. d'arch.*)

En gros une ligne passant par Saint-Jean-Pied-de-Port, Saint-Palais, Salies-de-Béarn, et Orthez.

CRÉATION D'UNE ZONE RÉSERVÉE LE LONG DE LA FRONTIÈRE PYRÉNÉENNE

Liste des communes comprises dans la zone réservée – Basses-Pyrénées, arrondissement d'Oloron :

Aincille, Caro, Estérençuby, Saint-Michel, Ahaxe, Lecumberry, Mendive, Béhorléguy, Larrau, Sainte-Engrâce, Arette (partie sud du lieu-dit « La Mouline », agglomération non comprise), Lourdios, Osse, Léas-Athas, Lescun, Cette-Eygun, Borce, Etsaut, Urdos, Laruns (partie sud du Pont de Langere, agglomération non comprise à Eaux-Bonnes).

IV

La surveillance allemande

Les troupes d'occupation

Elles quadrillent les bas pays et patrouillent à la frontière. La 7^e armée du groupe D, armée de l'Ouest, devait tenir la côte atlantique de la Loire à la frontière espagnole. C'est à Bordeaux que, dès 1940 sont regroupés les commandements. Les Allemands sont nombreux sur la côte, dans les villes. Ils inspectent la frontière jusqu'à Arnéguy occupent les terrains d'aviation, les gares, et contrôlent les trains. Désormais, l'arrondissement de Bayonne et la portion des Landes, et zone occupée, dépendent de Bordeaux.

La 7^e armée assure la défense des côtes alors que la 1^{re} armée se trouve sur la ligne de démarcation. Après l'invasion de la Russie, le groupe d'armées D est affaibli par l'envoi de troupes sur le front de l'Est. Dès le mois de décembre, l'attention se porte sur la côte avec la construction du mur de l'Atlantique, et sur les Pyrénées. À partir de mai 1942, la 7^e armée remonte vers le nord et son grand quartier général quitte Bordeaux pour Le Mans. La 1^{re} armée placée sous les ordres du général Blaskowitz, dispose alors d'une division blindée et de quatre divisions d'infanterie. En novembre 1942, l'ancien secteur en zone libre du département relèvera encore de Toulouse.

À ce moment-là, c'est la 10^e division d'infanterie qui est chargée de l'ancienne ligne de démarcation au sud de Bordeaux et ce sont des éléments de l'armée Felber qui arrivent le soir même au col du Somport. Par la suite il y aura quelques mouvements. Ce sont tous ces uniformes nombreux et variés jusqu'à Hendaye, qui sont très dissuasifs pour approcher de la frontière. Pourtant, beaucoup d'occupants sont là, au repos sur la côte. Ce qui ne veut pas dire que le travail d'occupation ne les intéresse pas. Au contraire, c'est lui qui leur permet de troquer les dangers d'un front pour un service beaucoup moins dangereux et beaucoup plus allégé dans une région dont la réputation avant-guerre, en a fait rêver plus d'un de vacances huppées.

Mais partout, chacun a eu peur de les voir arriver tous ensemble, armes lourdes, armes légères, aviation comprise, pour boucler son secteur. Il fallait presque s'agripper à tout son bon sens pour se persuader qu'au calcul des probabilités,

cela ne se produirait pas. Néanmoins, l'impression qui demeure c'est que c'était le secteur le plus facile « physiquement » et le plus direct vers Madrid et le Portugal. Il va de soi que les Allemands ont ressenti cette impression de cheminement logique, aller tout droit, nord-sud, et ont voulu contrôler solidement ces itinéraires. Parce qu'il y a eu des changements de personnel et parce que, au moins pour l'arrondissement de Bayonne, une présence importune de quatre ans est bien longue, les habitants sont persuadés que ce département a hébergé plus de troupes d'occupation que les autres départements pyrénéens. La chose est à éclairer mais elle correspond, je crois, à une certaine réalité. Position stratégique, position garnie ! Le Roussillon, qui lui est comparable, a été occupé deux ans de moins et l'Atlantique plus surveillé que la Méditerranée. Les renforts débordent dans les Landes si proches et de relief si aisé. C'est une division de troupes alpines, la 159^e d'infanterie, qui campe à Escauce au sud de Mimizan. Les soldats portent l'edelweiss à leur calot et leur usage est plus indiqué pour les Pyrénées que pour la côte landaise. La Kriegsmarine est fortifiée à Mimizan et l'aéro-club de Mont-de-Marsan devient la base aérienne la plus importante du Sud-Ouest.

En avril 1944, le général Blaskowitz dirige l'Armée-groupe G dont relèvent les troupes de l'Aquitaine et des Pyrénées. Le général s'installe à Rouffiac, près de Toulouse, d'où il tient le carrefour qui conduit à la Méditerranée et à la route de Barcelone, tout en gardant les Pyrénées et l'Atlantique au sud de la Loire. Grâce au journal de marche de cette armée G, on sait que quelques semaines après, le régiment Bolzel est à Bayonne avec le 181^e bataillon de grenadiers de réserve et le 36^e bataillon de réserve. À Cambo siège la 189^e division d'infanterie. Ceux-là venaient un peu tard pour empêcher les passages.

D'ailleurs, pour nos passeurs et nos évadés, ce ne sont pas ces quelques milliers d'éléments divers qui ont été, en général, les plus redoutables mais la douane, la Grenzschutz, avec laquelle ils circulaient sur le même terrain. Avec ses dix, ses quinze, ses vingt hommes par village frontalier, ses patrouilles ubiquitaires, ses postes permanents sur certains points de la frontière, cols, cabanes de bergers, palombières, leur fâcheuse tendance à s'aventurer hors des sentiers, leurs chiens, leurs jumelles et leur habitude de la montagne, ce sont eux qu'il a fallu épier et berner. C'était, ici aussi, du personnel d'un certain âge et on avait quelquefois la chance que des éléments soient lassés de la guerre ou pas trop nazis, ou véritablement fatigués et aspirant au repos. Le commissariat de région sera installé à Pau après le 11 novembre 1942. Les sous-commissariats sont à Argelès (Hautes-Pyrénées), à Oloron, et à Tardets. On sait lire et on lit certainement les cartes de géographie chez les officiers allemands l'État-major installe tout de suite, deux sous-commissariats à quelques kilomètres de distance. Preuve qu'ils pensent que cette région boisée et pas tellement élevée recevra beaucoup de visiteurs et justifiera, par le travail à effectuer, la création de deux sous-commissariats. Le premier jour de l'Occupation, malgré l'hiver et la neige qui approchent, ils prennent posi-

tion à Laruns, aux Eaux-Bonnes, au Somport-Forges d'Abel. Les environs de la route et de la voie ferrée conduisant en Espagne sont bouclés.

Il y a aussi la Feldgendarmerie, la police militaire des troupes de la Wehrmacht, qui intervient trop souvent sur les routes, au café, à la gare, au bureau de poste, à la gendarmerie française. Il y a les Allemands en civil que l'opinion publique embrigade d'office dans la Gestapo. Ce sont des éléments très redoutés ici aussi, la Sichertz-polizei se déplace à domicile, pour procéder à des arrestations, après qu'elle ait été informée. Elle ne prête pas à sourire « la Gestapo » des Français moyens. Les Basco-Béarnais, comme les autres Pyrénéens, en ont une peur atroce, et, dans les mémoires, subsistent la traction noire, l'imperméable de cuir noir, le chapeau noir et même les bottes noires, véritable uniforme de ces Allemands qui opèrent en « civil ».

Tous ces différents corps allemands se surveillent réciproquement afin que le service soit bien fait. De ce fait, la fermeture de la frontière par les Allemands va s'avérer bien plus efficace que par les Français. Et le zèle s'accroît lorsque des agents de la véritable Gestapo rôdent. Car la véritable Gestapo existe ici aussi, et elle espionne et inquiète tout le monde. Bref, des Allemands, il y en a partout ! Le 11 novembre 1942, ils débarquent dans la cour de la caserne Bernadotte, peu après, la Gestapo habite la villa Albert. À Oloron, elle est à la villa Briol. Le bataillon Spielberg est à Mauléon. Sur la côte, il y a longtemps que les casernes, les forts et les hôtels sont entre leurs mains. La villa Angèle à Saint-Jean-de-Luz, la villa Chagrin à Biarritz, la Maison Blanche seront les premières étapes de la détention pour beaucoup d'arrêtés. Andrée De Jongh séjournera à Château-Neuf, à Bayonne, la citadelle.

Or, après trois mois d'activité, les Allemands trouvent qu'il n'y a pas assez de postes de surveillance pour la frontière et ils demandent une installation supplémentaire à Hosta, sur la départementale 18, entre Lécumberry et Ahaxe, à Ahusquy et sur la route de Saint-Jean-le-Vieux à Mendive. En janvier 1943, ils occupent les écoles normales et les collèges de Bétharram, Nay et Pau.

À la Libération, 260 Allemands seront faits prisonniers à Tardets, 34 à Gabas, 20 aux Eaux-Bonnes, ce qui peut donner une idée, très approximative cependant, de leur densité.

Le travail des Allemands

La chasse... loin dans les gares

Cependant, la chasse à l'évasion en Espagne commence assez loin. Dès Paris, dès Bruxelles, un convoi peut être intercepté et la filière interrompue à son origine. C'est sous cet angle qu'on a pu dire que 70 % des tentatives de passage étaient vouées à l'échec. Une évaluation qui me semble quand même un peu lourde. Jack

Vivier nous montre ce que pouvait être cette surveillance à la gare de Vierzon pendant l'été 1943

— « *Je me souviens de notre passage à Vierzon devant les douaniers allemands. La surveillance de la ligne de démarcation existait bien que la zone libre fût occupée... J'avais 19 ans, mon camarade, 16, et nous possédions nos véritables cartes d'identité. Nous passâmes sans difficulté après un bref dîner dans un bistrot de Vierzon. Pendant la longue nuit, dans un train surchargé, nous occupions les couloirs, affalés sur nos valises. Il n'y eut aucun contrôle. Mais le 10 septembre, un convoi de 17 jeunes fut arrêté en gare de Vierzon. Ils furent emprisonnés à Bourges, à Tours, puis déportés. Leur convoyeur, Théophile Fiot, arrêté en même temps fut ensuite relâché quelque temps après, sans doute pour, en le filant, remonter à d'autres membres de la filière et en particulier à M. Genet, ingénieur des Ponts et Chaussées. Genet se réfugia à La Rochelle. Fiot fut à nouveau arrêté et exécuté au camp de Ruchard le 15 juin 1944. La secrétaire de Genet et son frère, les Raffard d'Orléans, arrêtés en septembre, relâchés, repris et déportés en décembre 1943. Genet, en cheville avec le réseau Cohors-Asturies avait fait fabriquer près de 700 fausses cartes d'identité et de nombreux ausweis. »*

Une telle activité en vue d'évasions en Espagne, sur les bords de la Loire, justifie bien la vigilance des occupants.

La chasse... sur la frontière

Plus près de la frontière, le jour où passe Paul de Lardemelle, les Allemands sont partout dans Saint-Jean-Pied-de-Port. À table, dans la ferme Larramendy, au premier rendez-vous à Saint-Jean-le-Vieux, dans un café au coin de la place où il décide d'entrer et sur la route, à la sortie sud de Saint-Jean. Pourtant, M^{me} Dalgalarrondo joue les éclaireurs à bicyclette et réussit à les conduire à la ferme Caminondo. Au bistrot ou ailleurs, et en dehors du service, les Allemands sont toujours redoutables

— « *Côté français, constate Pierre Beuchon, en juillet 1943, se trouve Dancharinéa... La frontière est marquée par un ruisseau. La route de France traverse par un pont sur lequel se trouvent des chevaux de frise et une sentinelle allemande armée. Dancharia est un hameau minuscule où se trouvent le commissariat spécial, une auberge très accueillante et, en face, un fronton... Vers 5 ou 6 heures, je vais voir jouer à la pelote basque... C'est alors qu'un « Frisé » vient s'asseoir à côté de moi et cherche à entrer en relation. Je décampe illico après avoir bredouillé. On retrouve également d'autres soldats allemands, en uniforme, à l'auberge dont ils semblent les habitués. »*

Encore sur la frontière, Roger Mauras est nez à nez avec des Allemands qui semblent bien pacifiques mais on ne sait jamais !

— « *Il est probable que la ferme où j'ai trouvé abri est à proximité de Dancharinéa (encore !). Quand je suis descendu de la grange où j'avais dormi quelques heures, dans la cuisine, la fille du fermier me prépara à déjeuner Soudain elle disparut précipitamment dans une arrière-cuisine. On frappa. J'allai ouvrir moi-même. Je me trouvais devant*

deux SS. Ils me posèrent des questions. Ne comprenant pas l'allemand et voyant qu'ils ne portaient pas d'arme, je réalisai qu'ils se promenaient et, faisant quelques pas dehors, je leur fis signe d'emprunter le sentier en direction de la montagne. Au retour à la maison, quelques minutes plus tard, le fermier me fit monter dans la grange et me pria de n'en sortir sous aucun prétexte. On m'apporta à manger. Dans le courant de l'après-midi, j'aperçus, par les fentes des planches qui fermaient la grange, des soldats allemands (uniforme vert) – lisons « vert allemand » car les Espagnols sont également en vert mais d'une nuance différente – qui venaient à la ferme sans casque ni armes, vraisemblablement pour acheter des œufs. »

Mais ils font quand même du travail qui a l'air d'être du travail, ces Allemands Claude Polpen (Claude Polpen, *Arènes politiques*, éd. Fayard, p. 179) affronte une première fois un contrôle sur le pont de Socoa, toujours gardé, et qu'il fallait franchir le soir à 6 heures, quand tout le monde le traversait pour rentrer du travail :

« *Laissés seuls sous le regard des policiers allemands occupés à scruter attentivement la foule, nulle échappatoire ne s'offrait à nous... Nous nous orientâmes ensuite vers une ferme des environs qui nous avait été indiquée. Là on nous cacha jusqu'à minuit.* »

Ensuite, le groupe, conduit par un passeur, se dirigea vers la frontière par des voies détournées. « *À l'approche du sentier de rebat, le recours à un dernier stratagème m'enchantait par son intelligence. La ronde allemande, traînant ses chiens, repérait de temps en temps son itinéraire avec un rapide coup de lampe électrique. Tapis dans l'obscurité d'une nuit sans lune, nous guettions l'irrégulière succession des flashes. S'ils allaient vers la gauche, nous savions pouvoir foncer à droite et vice-versa.* »

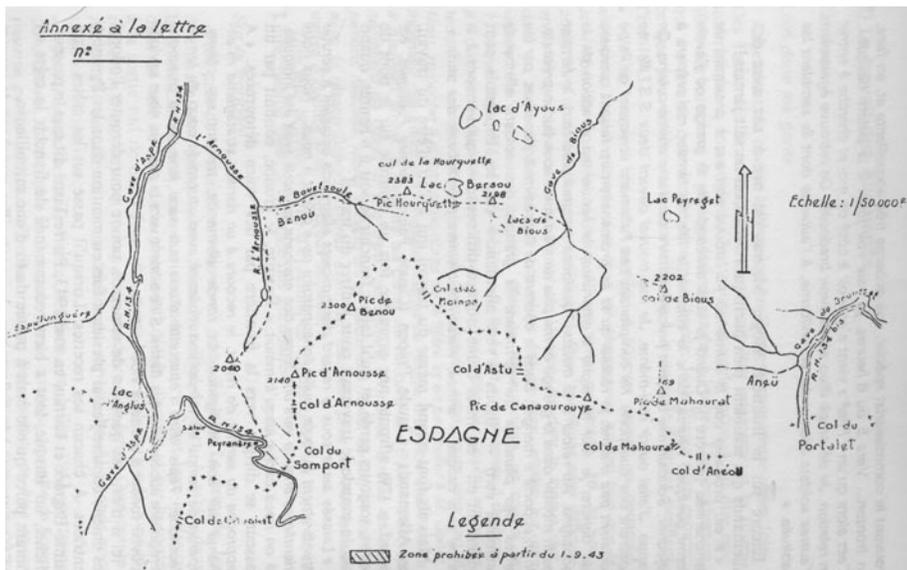
Ici il n'est pas question de semer du poivre pour dérouter l'odorat des chiens comme j'en ai plusieurs fois eu mention dans les Pyrénées centrales. À chacun ses recettes. Lorsqu'il passe sur les crêtes entre Sainte-Engrâce et Larrau, en mai 1943, Pierre Tisé dit que le passeur, Michel, un Basque, leur a bien recommandé de franchir la crête en courant parce qu'elle était à portée de tir d'une mitrailleuse.

En montagne, à la belle saison, les patrouilles marchent de jour et de nuit, ont des postes de guet, font la planque, comme à Amousse près du Somport, après les renseignements fournis par un avion mouchard que plusieurs convois d'évadés ont remarqué évoluant au-dessus de leurs têtes alors qu'ils cheminaient sur des pelouses en direction des sommets frontaliers.

L'interdiction des pâturages

Évidemment les Allemands interdirent très vite l'usage de la montagne aux bergers, pensant ainsi apporter une grosse gêne au bon déroulement des marches à travers les pâturages pour tous ces clandestins de la montagne.

Dès le mois de mai 1943, comme dans les autres départements, la douane allemande fait recenser les animaux, tous, les brebis, les ânes porteurs, les cochons, les chiens, tout, et les propriétaires et les bergers. Les Allemands veulent au moins



diminuer l'étendue des pâturages ce qui, inévitablement, entraînerait une diminution du troupeau. Une catastrophe économique. En 1943, 4 873 brebis, 70 chèvres, 140 juments, 1 473 vaches pacagent à Anéou, Arrious et Anouilhas. Les 9/10^e des bêtes sont pour Anéou. Le 20 mai, le sous-préfet d'Oloron discute avec le commandant de la douane allemande. Il faut voir les graffitis que quelqu'un a tracés en marge de la correspondance allemande pour être convaincu, qu'à la sous-préfecture, le cœur invoque souvent le mot de Cambronne à leur égard. Ils ne connaissent rien à ces histoires de pâturages et ils embêtent tout le monde. Du côté de la sous-préfecture on ne veut pas avoir la moindre pensée pour des risques d'évasions pendant l'été. Motus sur les départs en Espagne, alors que personne ne peut ignorer ceux qui ont lieu, et en masse, dans le Barétous tout proche ou les arrivées, nombreuses, à Canfranc et Sallent avec la belle saison. Ce qui compte, c'est « l'anéantissement de ces vallées en quelques semaines, si les troupeaux meurent de faim » (doc. d'arch.)

Or, les Allemands veulent une zone sans troupeau, de trois kilomètres de profondeur. Dans les autres départements, ils n'ont pas encore mis cette zone interdite, en bordure de la frontière. Ainsi, pour contrer les Français sur le point de la prospérité des troupeaux, ils invoquent le danger de la fièvre aphteuse qui sévit en Espagne. À la rigueur, on pourrait accepter de laisser les bergers à 500 m de la frontière. Mais le troupeau, ça circule, ça se met à courir dans toutes les directions, surtout sur les estives plates d'Anéou, de la Couarde ou d'Arlet. Qui ira les chercher ? Les chiens ne font pas tout, tout seuls !

La vérité c'est que le commandant de la douane de ce secteur est le seul à avoir eu autant d'évasions par les pâturages. À l'est du Pourtalet, le passage est moins commode, « ils » s'en sont déjà rendu compte.

Alors les traditions pastorales se trouvent bouleversées. La commune d'Etsaut doit envoyer le gros bétail de la commune et les baccades étrangères à Baigt-Saint-Cours, les brebis de la commune à Licoué et les brebis étrangères à Yèze. Et il faut faire l'inventaire des bergers, car il faut savoir qui aura le droit de se trouver en montagne cet été et quels sont les jeunes qui seront exemptés du STO... Les bergers exemptés par le secrétariat à la main-d'œuvre doivent aller demander leur carte de berger à la douane de Tardets. Il y a 94 bergers nés entre 1919 et 1924, exemptables, les veinards, du STO... Ce qui provoque bien des jalousies. Le nom des bergers sera affiché à la mairie des communes. À la montagne de Sieste-Laruns, ce sont Agnez Jean, né en 1924, et Agnez Pierre, né en 1874, de Bedous, qui seront bergers. Et il y en a d'autres : Eugène Sagaspe à Roguigne, Pierre Sagardoyburu et Roland Sagardoyburu à Menditte, Etcheverry à Idaux-Mendy, ils ont déposé leur demande et attendent la réponse. À Barcus, Ulysse Hegoburu, Jules Deijon et Jean Caubet, Henri Harichabalet, Armand Restoybam, Michel Urruty, Pierre Etchebest, Jean Etcheber, Jean-Louis Heginaphal, Alexis Artcanthurry, Jean Aguir, Étienne Uthurry etc. On ne respecte pas l'ordre alphabétique sur les listes de la sous-préfecture ce qui rend le contrôle malaisé, et on joue sur les différences entre une oreille basque ou béarnaise. Jean Aguir ou Jean Aguirre ? Pierre Etchevest ou Pierre Etchebest ? Jean Etchever ou Jean Etcheber ? Si on recherche Aguirre pour quelque chose de bon, Jean Aguir sera aussi Aguirre, si c'est pour quelque chose de dangereux, Aguir n'est plus Aguirre, ni sur sa carte d'identité ni sur celle de berger.

La Kommandantur d'Oloron a examiné le cas de 17 communes, soit 2 213 demandes de circulation en montagne et n'en a accordé que 1 463 soit 66 %. La Kommandantur de Tardets, sur une vingtaine de communes a eu 3 000 demandes et en a accordé 2 000, soit à peu près le même pourcentage. À Saint-Jean-Pied-de-Port, entre le 3 avril et le 20 juillet, 61 demandes ont été accordées. Pour les bergers, un vrai casse-tête toutes ces paperasses. Et qui leur montera le ravitaillement ? Qui pourra venir les voir dans leur cabane ? Pour les Allemands, tout le monde se prétend berger maintenant. Ils ne connaissent pas cette transhumance d'une partie de la population qui accompagne son troupeau dans sa cabane et ne veulent surtout pas essayer d'être compréhensifs dans les circonstances actuelles. Ils sont persuadés qu'on veut les rouler. (Ce ne serait pas tout à fait faux.) Or, pendant l'été, les Allemands se rendent compte que les bergers aident les évadés et les passeurs. Le 9 août, le sous-préfet reçoit et transmet leur grande colère l'avion mouchard qui survole les estives et les convois que j'ai pu retrouver, passant par là depuis juin, prouvent qu'il y a de quoi.

— « À la suite de passages importants dans la région comprise entre le col du Somport et le Pourtalet et du fait que les bergers facilitent le passage en communiquant les points, les itinéraires et les heures des patrouilles, les Allemands exigent que tout le monde soit descendu, bêtes et bergers le 15 août. »

À condition que dans le secteur aucun berger ne soit mêlé à des histoires de passage, le sous-préfet obtient un sursis jusqu'au 31 août. C'est quand même un coup sérieux à l'économie locale. Les propriétaires sont inquiets pour leurs biens.

Mais le 10 septembre, les Allemands sont furieux. Ils ont des preuves de passage et d'aide apportés par les bergers. – Nous aussi – La zone, interdite à tous, sera étendue. La route du Somport, le Pic de Langaube, Aule, la cabane de Bious, la route de Gabas à Bious, Erana, Aas, tout passe dans la zone à vider. Mais le 10 septembre il y avait encore un troupeau de bêtes à cornes au Benou. Or, le Benou, Lavaque, Amousse auraient dû être abandonnés au 31 août. C'est Pierre Lacau-Bordenave, de Cette-Eygun, qui est le pâtre. Sont interdits, par la même occasion, les pâturages de la Sagette et de Cheire pour la commune de Buzy. Borce réclame qu'on lui laisse la montagne de Banasse, « La frontière est une crête parfaitement abrupte qu'il est absolument impossible à un homme de franchir ». Là, quand même, on y va un peu fort car les Allemands connaissent eux aussi la frontière et il ne faut pas la leur décrire n'importe comment. Ils refusent à Laruns de pouvoir utiliser le Soussouéou, le Brousset, Bious, même avec un seul berger qui pourrait être accompagné des douaniers allemands pour aller voir les vaches. À Etsaut, ceux de la montagne de Baigts et de Saint-Cours demandent, le 11 septembre, quatre à cinq jours de plus avant de quitter festive. Rien n'y fait. Le 13 on annonce que les Allemands veulent rassembler tout le monde, bétail et bergers, pour le 15 au matin. Les Allemands sauraient-ils aussi que, dans bien des vallées pyrénéennes, la descente des troupeaux commence le 1^{er} septembre ou le premier dimanche de septembre ? Pour quelle raison, cette année-là, les bergers français avaient-ils l'intention de rester plus longtemps sur les estives ? Le manque d'herbe de la plaine ? La douceur du temps alors que la première neige tombera le 14 septembre ?*

En 1944 les choses se sont aggravées. Au 30 mars on prévoyait, côté français, 970 bergers en zone de haute montagne, quasiment interdite, et 617 ailleurs, en aval. Le 5 mai, refus. La douane de Saint-Jean-Pied-de-Port empêche la remise des trois génisses traditionnelles à la vallée de Roncal. Espagnols et Français sont obligés de s'incliner. Le 6 mai, on commence pourtant les vaccinations en prévision de la montée des troupeaux.

Mais, à cause des mesures allemandes, 32 613 bêtes ne pourront être nourries, pendant l'été 1944, de manière satisfaisante. Elles sont déjà maigres car il n'y a pas de fourrage. Il faudra les abattre et cela aura des répercussions sur les ressources en viande, en lait, en laine, en cuir, en fumier... Les bergers sont limités à Jean Grechez, d'Urdo, à Verdets et à Sus, Santiago Diaz d'Ogeu et Bidos seront près d'Accous à Jouers, Bonnemaçon-Carrière dans les Hauts de Gan et Arnaud Queheille et Joseph Cette à Aussurucq. Il y aura encore 5 autorisations pour des bergers nés entre 1919

* Il est vrai que 12 octobre 1985, l'automne étant exceptionnellement beau et chaud, des chevaux pacageaient encore à Besse, des vaches et des moutons au *cujalate* du Bitet.

et 1922. Borce réclame les pacages du Souperet et les Espizes, le syndicat des vallées proteste pour récupérer la Couarde, la montagne de Sèche à Aramits, le secteur du col des Moines et Astun les Allemands sont intraitables !

L'infiltration des passeurs et des évadés

Comme l'occupant ne juge pas suffisante la chasse à la frontière ou dans les trains, il tend des pièges. Pour cela, il utilise l'aide de ses agents dont le recrutement est varié.

— Il y a un certain T..., un Suisse, agent double qui renseignait déjà les Allemands avant 1939 (*doc. d'arch.*)

Les étrangers au pays sont très souvent suspectés mais le hic, c'est de suspecter celui qui en vaut la peine au lieu de lui accorder sa confiance et de la refuser à qui en aurait besoin. C'est en jouant aussi sur cette confusion et sur l'engagement direct, auprès d'eux, d'éléments qui semblent parfaitement français, que comptent les Allemands pour percer ce milieu des évasions. Des Allemands qui parlent aussi bien français, quelques habitants seulement veulent y croire.

Et si parfois on se méfie trop, si on fait une psychose collective du provocateur allemand, par exemple contre ce pauvre Jacques Guichard, de Paris, qui cherche une filière à Bedous, en novembre, des agents travaillant pour l'Allemagne, il y en a, et ils peuvent être français !

Lettre adressée, le 23 juin 1943, à la Kommandantur d'Oloron :

— « *Je vous signale que ce soir, l'anarchiste Launé Roger, fait passer la frontière espagnole à plusieurs jeunes gens et fait ce marcher à des prix épouvantables depuis l'omptents. Débarrassez le pays de cet individu dangereux au plus tôt.* »

J'ai voulu respecter l'orthographe de cette lettre attribuée à G..., le moniteur des Jeunesses de l'Europe nouvelle, accusé d'avoir dénoncé plusieurs résistants et passeurs de Bielle. Launé dit que ce soir-là, il avait effectivement quinze personnes à passer (*doc. d'arch.*)

— Le 3 février 1944, M^{me} veuve Costes a vu, à Louvie, trois jeunes gens français, soi-disant STO, bavarder avec le policier en allemand, à l'auberge, et menacer les Allemands qui étaient au café avec des bouteilles. Elle a eu l'impression qu'ils étaient tous de connivence (*doc. d'arch.*)

— Enfin, à Hendaye, en juin 1944, au bar Humbert, un Allemand « déguisé » est venu demander à passer en barque la Bidassoa. Le grand-père était inquiet et était sûr d'avoir affaire à un provocateur. Malgré tout, la famille Humbert s'est fait prendre.

Des cancons et des racontars de villages ? Des idées que se font des gens apeurés ou qui veulent absolument trouver un coupable quand il faudrait se contenter parfois d'une langue longue ou d'un manque de dissimulation ? Possible. Mais à l'époque, un bruit courait, dont j'ai trouvé trace dans les Archives départementales de l'Ariège, que les Allemands avaient organisé, en vallée d'Aspe, un institut de

formation de chasse au passeur et à l'évadé, camouflé en organisation de sport et de vacances éducatives. La vallée d'Ossau n'est pas loin. À Bielle, on lève la tête en direction de Bilhères et du Benou pour indiquer, dans un mouvement de réprobation, que la colonie de vacances des Jeunesses de l'Europe nouvelle était installée dans le coin.

Infiltrer les filières en se faisant passer pour client ou en filant les passeurs ou ceux qui étaient soupçonnés de l'être, tel pouvait être le but réel des Jeunesses de l'Europe Nouvelle que les Palois considéraient comme un redoutable mouvement de collaboration. C'est précisément à ces Jeunesses de l'Europe Nouvelle qu'appartient G..., tournant autour de Sarrailh mais ne se décidant jamais à passer en Espagne, comme il lui dit en avoir l'intention, sachant finalement beaucoup trop de choses sur les activités des habitants de la vallée d'Ossau et se permettant, en plus, de charger les passeurs, devant les tribunaux, après la Libération.

Et l'espionnite continue :

— On dit, à Pau, que S... P..., capitaine de l'armée de l'air et membre du réseau Alliance aurait été un indicateur. *Il aurait reçu l'ordre de s'introduire à la Gestapo. Il avait été arrêté par les Allemands en 1942 et libéré. Il avait introduit deux femmes, R... et L... Il serait dans l'affaire du docteur R... chargé de passages et accusé par les Allemands après la Libération (doc. d'arch.)*

— On se demande si S..., qui a une fois hébergé deux réfractaires qui allaient passer en Espagne, n'aurait pas fait arrêter Grabette, à Pau, et les Lartigau à Biarritz et à Nay (*doc. d'arch.*)

Après la Libération, entre l'espionnite, les trahisons réelles, les histoires d'argent et les vengeances personnelles, on aura des affaires assez compliquées devant les tribunaux.

En 1943, « *trois jeunes gens se sont présentés de la part de Bouchet au café de J... V... à Saint-Jean-de-Luz. V... avait connu, pendant la guerre, un Bouchet, d'Aigrefeuille en Charente* ».

Les deux passeurs voulaient 170 000 F avec G... G... de Saint-Jean-de-Luz. J... H... propose enfin 20 000 F après beaucoup de discussions avec les clients qui sont partis, après avoir pris rendez-vous, pour 17 heures, à la gare.

R... H... est revenu et a dit d'aller dénoncer trois Juifs voulant passer en Espagne, parce que ces clients étaient des agents de la Gestapo et les 20 000 F, la commission pour V... Or le fils V... faisait partie de la Milice qui fréquente un bar sur le port. Déjà, fin mars début avril, un type venant de la part de Martin, un pêcheur, avait voulu passer et avait été pris. Il a donné aussi le patron du bar du Boucau et un Espagnol du Boucau, le passeur puisque c'étaient les conditions de sa libération (doc. d'arch.)

Quand les arrestations ont eu lieu, trop tard on fait des rapprochements pour essayer de comprendre comment le drame a pu arriver :

— « *Avant les arrestations du 14 décembre à l'abbaye de N. D. de Belloc, près de Labastide-Clairence, un certain M. Dumas était venu à l'abbaye. Il avait des manières onctueuses, se disait envoyé par le gouvernement de Vichy pour porter remède aux abus*

commis par certains passeurs. Vichy aurait été ainsi d'accord pour qu'il y ait des passages faits par des gens sérieux et n'aurait voulu sévir que contre les escrocs (enquête orale à l'abbaye). M. Dumas était venu enquêter pour qu'en haut lieu on y vît plus clair. »

Cela sembla bien bizarre aux bons Pères et les événements qui suivirent ne firent que confirmer ce qui n'avait éveillé, pour certains d'entre eux, que quelque doute ou quelque appréhension.

Le piège du faux client

Il y a la chasse au passeur par le faux client et elle a fait beaucoup de victimes.

— À Pau, P... J... se fait passer pour un officier français désirant passer en Espagne. C'est ce que raconte Guy Lagrange ou Lacrampe, la lecture du document n'est pas facile à cet endroit. P... J... est en réalité un agent allemand. Il se dit STO en permission ne voulant pas repartir en Allemagne. Ce n'est pas la première fois qu'un STO permissionnaire sera un candidat à l'évasion.

— M^{me} Hauser, native de Nantes, est réfugiée à Pau depuis 1942, à l'hôtel Continental. Elle prend ses repas, rue Gassion, à l'hôtel d'Albret. M^{me} Gay lui a présenté J... en lui disant qu'elle savait que son mari était parti en Afrique du Nord. J... s'installe à leur table. On était en septembre 1943 et il leur parle de son projet de passer en Espagne. M. Lacour, le propriétaire de l'hôtel d'Albret, a dit à M^{me} Hauser qu'un colonel de ses amis avait rejoint les gaullistes. J... s'est alors installé à l'hôtel d'Albret. Lacour lui procure une fausse carte d'identité et avant de partir, M^{me} Hauser coud une lettre pour son mari dans la veste de J... Deux jours après, elle est arrêtée et retrouve à la Gestapo, les Gay, les Lacour, Barrio qui avait fourni la carte d'identité et le passeur. Sur le bureau de la Gestapo, il y a la photo de J..., et la lettre pour le mari de M^{me} Hauser. Or, François Récorde, menuisier du Carreau, avait eu des soupçons. Il trouvait bizarre qu'un officier français fût astreint au STO en Allemagne. Il n'avait rien voulu dire sur les passages et l'avait envoyé chez Daran, à la teinturerie, alors qu'il connaissait très bien le passeur puisqu'il était allé en Espagne, avec lui, quinze jours auparavant. Barrio l'instituteur de Sarrance, avait trouvé J... et son copain D... plutôt douteux et ne les avait pas accompagnés alors qu'il l'avait fait pour d'autres. Il est allé trouver une filière payante que lui avait indiquée Loustaunau. Barrio a été arrêté le 24 octobre mais a sauté du train entre Montaut et Bétharram. « *Il n'y a aucun doute à avoir sur J...*, continue le document. *C'était bien un agent allemand. B..., la serveuse de l'hôtel et sa maîtresse, est formelle. J... lui aurait fait l'aveu de sa dénonciation et aurait été, plus tard, tué par la résistance, en Savoie, en 1944, pendant que D... serait engagé dans la Légion étrangère, à Marseille, le 21 juillet 1945. »*

Celui du passeur vendu

Le passeur vendu est certainement l'arme la plus terrible. Ici, elle a fait des ravages. On parle tout le temps des deux convois perdus par le réseau Maurice,

en juillet 1943, à cause de Del Estal et si ce n'était si grave, on sourirait presque de voir, par la suite, le malheureux accusé d'un tas de méfaits supplémentaires

— Il y aurait Cachet, de Duras, pris dans un convoi dont Del Estal était le passeur. Mais il s'avéra, après enquête, que Cachet, de Duras près de Marmande, n'existait pas mais que le frère du curé de Duras, Michel de Roubaix (*sic*), indiquait l'hôtel Loustalot comme point de chute à Oloron, ce qui pouvait être grave du temps de l'activité de Del Estal (*doc. d'arch.*)

— Mademoiselle Boulin, venue du Nord, éprouve une peur rétrospective à la pensée qu'elle a failli se confier à Del Estal. L'adresse de ce passeur était connue dans le Nord et elle avait déjà versé 10 000 F à sa femme, à l'hôtel Continental à Pau, quand un homme d'Oloron s'est approché d'elle et lui a dit : « *Surtout quittez Del Estal et ne partez pas avec lui.* »

Et elle a écouté cet homme (*doc. d'arch.*)

On dit aussi, dans ces documents, que Del Estal serait entré au service de la Gestapo, dès avril 1943, bien que le coupable recule sa date d'entrée en service à l'affaire du convoi Cabanot, début juillet, au Bager. Dire que Cabanot, ce jour-là, qui devait faire le passage, n'était pas parti à cause du brouillard et que Capdaspe avait ensuite proposé Labaigt pour remplacer Del Estal qui ne lui inspirait pas du tout confiance et Acosta qu'il trouvait bien imprudent ! On rappelle que, au cours de l'arrestation des convois de Maurice, les Galliot et d'Alnoncourt ont vu Del Estal discuter avec les Allemands après le guet-apens et se partager avec l'interprète, l'argent raflé dans les poches des arrêtés.

Del Estal pourrait avoir encore stoppé une filière très active de Monein, après s'être fait donner l'adresse de Gimenez, marchand de chevaux à Monein, en faisant croire à Antoinette Megendie, qu'il voulait passer. Et de fait, en juillet 1943, furent arrêtés au café Bureau, Gimenez, ses beaux-frères Jean Tellagorry et Narvalas Joseph, et sa belle-sœur, Justine Tellagorry.

En fait de trahison de passeurs et de filières, Del Estal ne s'attaque pas à du menu fretin. Dans une autre affaire, on apprend que Gimenez était « grossiste » du passage et qu'« il avait 40 hommes armés de mitraillettes pour assurer le passage ». L'armée de Gimenez... On atteint, je crois, le stade du mythe pour ce très puissant marchand de chevaux. Or, un autre triste sire prétend être venu, avec sa femme et Del Estal, à *la villa Saint-Albert*, à Pau, pour dénoncer des passages en Espagne dans la région de Mauléon ! Pau et Oloron avaient pourtant été mis en état d'alerte dans les milieux du passage après les événements de juillet 1943 (voir *les Pyrénées de la Liberté*).

À Arudy, le 25 juillet 1943, Angosto, accompagné d'un inconnu, parlant espagnol, avait demandé Bastrios pour lui remettre un colis de Toulouse. Comme Bastrios s'occupait des Travailleurs étrangers, cela ne surprit personne sur le moment. Ce que n'ajoute pas le document, c'est que tout le pays devait connaître plus ou moins les activités de ce groupe, qui n'en était pas à son premier passage, et l'habitude de désigner un candidat à l'évasion par le terme de « colis ». Mais

comme tous les membres, ou presque, de cette filière ont été arrêtés, on s'est demandé si l'inconnu au colis — mais bien plus tard — n'était pas un policier à la solde des Allemands... Plus probablement des résidus de la trahison de Del Estal...

Et le coin est encore dangereux du côté d'Oloron en 1944 Joseph Zaguedoun a quitté la France le 16 mai 1944. Il est passé par Oloron, raconte-t-il à l'interrogatoire de la Délégation générale des Services spéciaux à Alger.

— « *Le dernier passeur, un Espagnol, les a conduits sur un poste allemand qui a ouvert le feu à la mitrailleuse. Douze Français sont morts. L'intéressé déclare avoir abattu un Allemand pour pouvoir passer Kigilewsky et ses deux sœurs, le fiancé de l'une des sœurs, un commandant de Marseille auraient été tués ainsi que deux ouvriers de l'usine de Bizanos.* »

Passeur toujours coupable ? Pensons aux recommandations du passeur Michel pour le groupe de Tisé : « *Passez en courant, la crête est à portée de mitrailleuse.* »

Le drame s'est-il déroulé à cet endroit pour des clients trop lents ?

Le travail facilité

Et toujours des dénonciations ou des gens accusés d'avoir dénoncé

Il n'y a pas de police possible sans mouchard, dit-on.

C'est guidés par une dénonciation, répond Paulette Lippmann, que les Allemands arrivèrent chez elle où des parachutistes étaient cachés ce jour-là. « *Sa mère réussit à déjouer les soupçons avant que la fouille commence. Ce fut une chance.* » (*Sud Ouest*, 11 nov. 1983).

C'est aussi une affaire bizarre de gros sous et de femme de ménage de la Gestapo, qui expliquerait l'échec du passage des Konkier et des Krushel en décembre 1942. Si le document laisse entendre que les passeurs véreux ont volé les neuf valises des voyageurs, il dit aussi que les Allemands avaient tendu un piège parce qu'ils avaient été informés par la femme de ménage.

Certains prétendent que c'est par déception sentimentale que quelqu'un avait mis les Allemands sur la trace de Laguna. Le passeur, prévenu à temps que les Allemands le cherchaient et allaient de toute évidence venir chez lui et l'arrêter, sauta sur son vélo et descendit des Eaux-Bonnes à fond de train. Affolement ? Virage manqué, fracture du crâne, ramassé dans le coma et décédé quelques heures après à l'hôpital, sans avoir repris connaissance ou été susceptible de proférer une parole en délirant... ce dont avaient peur ses collègues. Le seul renseignement que les Allemands avaient pu tirer de l'affaire, c'est, qu'en ce début mai 1943, on « passait » par les Eaux-Bonnes et qu'il fallait donc surveiller la route et les sentiers de jour et de nuit. De toute évidence, puisqu'ils devaient se cacher, passeurs et clients circuleraient la nuit.